

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Sécurité et défense -
Irak - Lancement d'une mission
PSDC civile de soutien à la réforme
du secteur de la sécurité -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne**
(Luxembourg, 16 octobre 2017)

Le conseil a lancé ce jour une nouvelle mission civile en Irak dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Cette mission sera essentiellement chargée d'assister les autorités irakiennes dans la mise en oeuvre des aspects civils de la stratégie nationale de sécurité de l'Irak.

Le conseil a nommé l'Allemand Markus Ritter chef de mission. Il sera à la tête d'une équipe comptant jusqu'à 35 experts de l'UE. Ces experts fourniront conseils et assistance dans des domaines d'action prioritaires pour répondre aux besoins des autorités compétentes. La mission devrait être déployée à Bagdad avant la fin de l'année. Le conseil a doté la mission d'un budget de 14 millions euro pour un an.

La stratégie nationale de sécurité de l'Irak a pour finalité de doter l'État d'institutions qui soient en mesure de renforcer la sécurité et la paix et de prévenir les conflits, tout en respectant les normes en matière d'État de droit et de droits de l'Homme. Elle décrit un certain nombre de menaces urgentes pesant sur la sécurité nationale, telles que le terrorisme, la corruption, l'instabilité politique et les clivages ethniques ou confessionnels, auxquelles la mission PSDC contribuera à faire face.

La mission travaillera en étroite coordination avec la délégation de l'UE en Irak ainsi qu'avec les partenaires internationaux également présents sur place, notamment le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'OTAN et la coalition internationale de lutte contre Daech.

En réponse à une demande des autorités irakiennes en vue d'un soutien dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité civile et conformément aux conclusions du conseil sur l'Irak du 19 juin, l'UE a décidé de lancer une mission PSDC civile à Bagdad et a adopté un concept de gestion de crise pour cette mission le 17 juillet 2017./.